



## **COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE** **DU MERCREDI 09 MAI 2012**

### **MEMBRES PRESENTS :**

AGNIN	MM. MONTEYREMARD, ASTRUC
ANJOU	M. ROZIER, Mme FENOY
ASSIEU	MM. MONIN, MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD, M. RONZEL
BOUGE CHAMBALUD	M. FORCHERON
CHANAS	MM. GUERRY, BOUCHERAND
LA CHAPELLE DE SURIEU	MM. GIRARD, GONTARD
CHEYSSIEU	MM. BONNETON, COUTURIER
CLONAS SUR VAREZE	Mme BADIN
PEAGE DE ROUSSILLON	Mmes MASSON, DAMIAN (jusqu'à 18h45), MM. GABET, JULLION, MARTINEZ P., VILLEMAGNE
LES ROCHES DE CONDRIEU ROUSSILLON	Mme. DUGUA-MARTINEZ
	MM. BERTHOUD, BARRIER, DUMAS, Mmes RICHOUX, XAVIER
SABLONS	Mme DI BIN, M. THOMAS
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	M. NEMOZ, Mmes DUPENT, GUILLON, M. ESSON
SAINT MAURICE L'EXIL	M. CHARVET, Mme HOLT, MM. CLOIX, FABBRI, MONDANGE
SAINT PRIM	MM. BARRAUD, GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	M. VINCENDON
SALAISE SUR SANNE	Mme MEDINA
SONNAY	M. GELAS
VERNIOZ	M. SCHRICKE
VILLE SOUS ANJOU	M. THIVOLLE

**EXCUSES AVEC POUVOIR :** M. MALATRAIT à M. BOUCHERAND, M. LONGEAN à Mme BADIN, Mme DAMIAN à Mme MASSON (à partir de 18h45), M. CONTAMIN à Mme DUGUA-MARTINEZ, Mme DIHL à M. BERTHOUD, M. JARRET à M. CHAMBON, M. MEYRAND à M. NEMOZ, M. CHAVANON à M. MONDANGE, M. MOUCHIROUD à M. VINCENDON, M. CROUAIL à M. CHARVET, Mme GIRAUD à Mme DI BIN, M. FRAYSSE à Mme MEDINA, M. VIAL à M. THOMAS, M. PRAS à M. GELAS, M. ROUX à M. SCHRICKE.

**EXCUSES :** MM. GALERA, CHASSAING, BEDIAT, TAALBA, MARTINEZ D., SATRE.

M. Alain BARRIER a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la séance du 11 avril. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

### **1/ Evolution de la Maison de Pays.**

- Patrick Barraud introduit le débat en rappelant que l'évolution de la maison de pays est une action phare du schéma de développement touristique de la CCPR. Une mission d'assistance a été confiée à un cabinet de consultants Tourisme. Patrick Barraud remercie les membres de la commission tourisme pour leur assiduité aux différentes réunions de la commission consacrées à cet important sujet.

- Elisabeth Hauwuy effectue une présentation des conclusions de l'étude à partir d'un document joint à la présente note. On y relève les points suivants :

- \* Rôle du tourisme pour reconstruire une image positive du pays roussillonnais appropriée par les habitants et partagée avec les visiteurs extérieurs.
- \* Une action de la Maison de Pays qui arrive à saturation.
- \* Préconisation d'une rupture par rapport à la situation existante par la création d'une régie à personnalité morale et à autonomie financière gérant un service public administratif sur le champ du tourisme et du patrimoine.
- \* Placer sous un pilotage unique les services développement touristique, de l'office de Tourisme et la mise en tourisme du patrimoine.
- \* Redéployer les moyens actuels en réduisant les moyens « Office du Tourisme » pour les placer sur les missions de développement.
- \* S'intégrer dans le fonctionnement global de la communauté de communes en profitant d'une mutualisation des services.
- \* Préconisation d'une création de la taxe de séjour.
- \* Etablir une nouvelle définition de la compétence tourisme et patrimoine pour la CCPR.
- \* Gouvernance assumée par un conseil d'administration de la régie associant élus, représentants socio-professionnels et associatifs avec l'appui d'un conseil local du tourisme.
- \* Budget en année pleine de l'ordre de 190 000 €.

- Pierre Cartier complète cet exposé en rappelant la préoccupation du tourisme visant à donner une meilleure image et une meilleure identité du pays roussillonnais. Il note la volonté de travailler en priorité sur la population locale et les loisirs tout en associant les socio-professionnels du tourisme et les communes. Il relève également la démarche « identité et attractivité touristiques » engagée avec l'aide de Mairie Conseils.

- Plusieurs interventions sont faites à l'issue de cette présentation :

- \* Gérard Forcheron précise que la commune de Bougé Chambalud a déjà instauré la taxe de séjour qui apporte une recette annuelle de 20 000 €. Cette ressource permet de faire face aux dépenses supplémentaires engendrées par ces visiteurs.

Il est répondu que l'instauration de la taxe de séjour aurait effet sur l'ensemble du territoire de la CCPR.

- \* Mireille Richoux note que l'accueil de l'Office de Tourisme doit se situer dans un lieu qui donne envie d'y aller et regrette la réduction des horaires d'ouverture du château de Roussillon.

Mme Hauwuy précise que le choix du jour de fermeture hors saison (samedi ou dimanche) n'est pas encore arrêté. Il convient également de relever la faible fréquentation de l'office certaines journées (2 ou 3 visiteurs) ; il semble préférable de privilégier des rendez-vous évenementiels. Patrick Barraud précise que l'instauration de la régie n'a pas pour objet de tout casser mais doit permettre de proposer un service public à l'ensemble des communes.

- \* André Mondange exprime ses doutes vis-à-vis de cette présentation. Il reconnaît l'intérêt d'une mise en valeur du patrimoine local, du développement des loisirs notamment

autour du Rhône mais il ne croit pas à la vocation touristique du pays roussillonnais. D'autres thèmes, notamment celui de l'industrie, présentent une plus grande importance. Francis Charvet, Josiane Xavier estiment que le développement du tourisme n'est pas contradictoire avec la vocation économique, industrielle du pays roussillonnais.

- \* Baptiste Villemagne aurait souhaité que des comparaisons avec des territoires peu touristiques (Feyzin, Fos, ...), présentant des caractéristiques comparables à celles du pays roussillonnais, soient effectuées. Il ne faut pas nier l'image de l'industrie qui a façonné notre territoire. De nombreux touristes traversent le pays roussillonnais mais ils ne font que passer ; il n'est pas sûr que ce projet soit adapté à notre territoire.
- \* Alain Barrier expose que comme M. Jourdain, on fait du tourisme sans le savoir.
- \* Gilles Ronzel précise qu'une image évolue. Il n'y a pas d'opposition entre le tourisme et l'industrie. Le tourisme peut être une chance pour l'agriculture ; on peut avoir un tourisme de passage.
- \* Isabelle Dugua est également dubitative sur la dynamique touristique. Le tourisme n'est pas le nerf de la guerre par rapport à l'industrie, à l'agriculture. Mais il existe des atouts touristiques notamment le Port des Roches de Condrieu ou l'église des Roches de Condrieu, décorée par M. Der Markarian, qui accueillent de nombreux visiteurs.
- \* Christine Masson estime qu'il ne faut pas opposer développement du tourisme et développement de l'économie. L'image du pays roussillonnais doit évoluer ; le tourisme peut y contribuer. Elle est par ailleurs dubitative sur la création de la taxe de séjour.
- \* Mireille Richoux considère qu'il est nécessaire de regarder toutes les facettes d'un territoire. On vise aussi un tourisme local avec la connaissance du patrimoine.
- \* Didier Gerin relève l'importance de l'identité et de l'image du territoire afin de permettre aux habitants du pays roussillonnais de s'approprier leur territoire.
- \* Patrick Barraud relève que l'action de la Maison de Pays, qui a beaucoup travaillé, a trouvé ses limites. On ne doit pas être un trou noir entre des zones touristiques. Il existe de nombreux sites intéressants sur tout le territoire à valoriser avec l'aide de la CCPR.
- \* André Mondange note qu'il faut lutter contre l'image que la France ne serait qu'un pays touristique. Il faut faire connaître la réalité du patrimoine industriel, des unités de production de notre pays.
- \* Francis Charvet rappelle le gros travail effectué par la commission tourisme. Il note les 2 questions principales posées par cette présentation : la création d'une régie à personnalité morale et à autonomie financière de type service public administratif et l'instauration de la taxe de séjour. En réponse à plusieurs interrogations, il est précisé que des éléments statistiques peuvent être obtenus indépendamment de la taxe de séjour et que cette dernière est en place dans la plupart des territoires voisins de la CCPR.

Le Conseil Communautaire unanime décide de ne pas instaurer dans l'immédiat la taxe de séjour ; la question sera reposée ultérieurement.

Le Conseil Communautaire unanime se prononce par ailleurs pour la mise en place d'une régie de type service public administratif.

## **2/ Convention 2012 avec la Maison de Pays.**

La convention 2012 avec la maison de pays se situe en continuité et a pour objet principal de préparer la mise en place de la régie sous le pilotage de la CCPR, en impliquant les représentants politiques et techniques de la maison de pays, à la fois sur les projets CCPR et la construction progressive de la régie (transfert des missions, organisation des moyens, implication des socio-professionnels...).

Le Conseil Communautaire unanime approuve la convention 2012 dont le texte est joint au présent compte-rendu.

### **3/ Zone RN7 Louze : bail à construction avec la SCI du Bourbourey.**

L'entreprise Boucher Paysagiste, actuellement implantée aux Côtes d'Arey, souhaite déplacer son activité sur la zone communautaire RN7 Louze. Elle y installerait son siège et y regrouperait ses moyens humains (25 personnes) et matériels. Le projet intègre pour l'essentiel des locaux techniques (garages) et un bureau paysager d'environ 200 m<sup>2</sup>.

La zone RN7 Louze constitue un ensemble de 30 148 m<sup>2</sup>. Il est proposé au conseil communautaire de conclure avec la SCI du Bourbourey un bail à construction, portant sur une surface de 9 525 m<sup>2</sup>, selon les conditions suivantes :

- Principe de l'opération : le preneur édifie un bâtiment à usage mixte commercial et professionnel, et plus précisément destiné à toutes activités relatives aux paysages. Pas de modification sur le projet de construction sans avoir au préalable l'accord du bailleur.
- Durée du bail : 18 ans à compter du 1er juillet 2012.
- Fin du bail : transfert de propriété des bâtiments et du terrain moyennant 1 euro symbolique.
- Loyer : 6 350 € HT / an révisable annuellement en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction. France Domaine a estimé, dans un avis du 22 décembre 2011, la totalité de la parcelle de 30 418 m<sup>2</sup> au prix de 230 000 € soit un prix de 7,56 € HT ce qui fixerait la valeur d'une parcelle de 9 525 m<sup>2</sup> à 72 009 € HT. Une location sur 18 ans de 6 350 €/an, sans prendre en compte les réactualisations qui seront appliquées, donne un loyer sur la durée du bail de 114 300 € soit 12€ HTm<sup>2</sup>.

Francis Charvet donne par ailleurs lecture d'un courrier de cette société demandant une possibilité d'extension sur les parcelles attenantes ainsi qu'un raccordement au plus court de l'ensemble des réseaux au bâtiment en traversant les parcelles voisines de la CCPR.

Le Conseil Communautaire unanime refuse ces demandes complémentaires : pas d'engagement sur la mise à disposition ou vente des parcelles voisines ; le raccordement du bâtiment aux réseaux devra se faire selon les tracés indiqués par la CCPR en créant le moins de contraintes possible sur les parcelles de la CCPR. Le Conseil Communautaire unanime approuve par ailleurs la conclusion du crédit-bail avec la SCI du Bourbourey.

### **4/ Ecole de la seconde chance : signature d'une convention.**

Les écoles de la seconde chance sont nées pour offrir une solution aux 150 000 jeunes qui sortent de l'école sans aucune qualification. Elles s'adressent aux jeunes de 18 à 25 ans, déscolarisés, sans diplôme et qualification.

L'école de la 2<sup>nd</sup>e chance Isère, créée en 2009, compte 3 sites : agglomération grenobloise, pays voironnais, Isère Rhodanienne. Le dernier site a ses locaux 5 cours Verdun à Vienne.

Le besoin identifié en Isère Rhodanienne est de 50 jeunes / an minimum. La structure a ouvert ses portes en décembre 2011. Les 300 m<sup>2</sup> de locaux peuvent accueillir de 6 à 12 élèves pour des durées de formation comprises entre 8 et 12 mois. Les jeunes proviennent pour la plupart d'entre eux du Pôle Emploi ou de la Mission Locale. La formation commence par une session d'intégration de 5 semaines ; les stagiaires sont rémunérés à partir de la 5<sup>ème</sup> semaine (de 300 à 800 €) par les entreprises partenaires. Le coût de fonctionnement annuel est de 300 000 € couvert pour l'essentiel par l'Etat, la région, les fonds sociaux européens, les EPCI. Les intercommunalités sont sollicitées pour 45 000 € dont 15 000 € à la charge de la CCPR.

Le conseil communautaire unanime décide d'apporter son soutien à l'école de la 2<sup>nd</sup>e chance en Isère Rhodanienne par la signature de la convention de financement et l'attribution d'une subvention de 15 000 € au titre de l'exercice 2012.

### **5/ Personnel communautaire : création de postes.**

Le Conseil Communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, décide la création des postes suivants :

- Un 4<sup>ème</sup> poste d'instructeur du droit des sols à temps complet afin de prendre en compte l'instruction prochaine des dossiers d'urbanisme des communes de Sablons et Sonnay et d'avoir un meilleur suivi des procédures d'élaboration ou révision des PLU.
- Conservatoire : un poste à mi-temps d'administration pédagogique pour assister l'agent en charge de cette fonction.
- Un poste d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet afin de pouvoir reprendre le service d'aide aux mairies (remplacement des agents administratifs en arrêt de travail).
- Un poste à temps complet de « manager des commerces » qui pourra suivre les dossiers commerciaux de la CCPR et qui est éligible aux aides du CDDRA Rhône Pluriel.

#### **6/ Conservatoire du Pays Roussillonnais : tarifs année scolaire 2012-2013.**

Le Conseil Communautaire unanime, après présentation par Jean Némoy, décide de conserver pour l'année scolaire 2012-2013 les tarifs actuellement en vigueur.

Enseignements	Habitant de la Communauté de Communes Du Pays Roussillonnais						Habitant extérieur CCPR					
	Enfant		Jeune 18-25 ans		Adulte		Enfant		Jeune 18-25 ans		Adulte	
Année Scolaire	2009/2010	2010/2011	2009/2010	2010/2011	2009/2010	2010/2011	2009/2010	2010/2011	2009/2010	2010/2011	2009/2010	2010/2011
Eveil Musique	25 €	25 €					135 €	135 €				
Eveil Danse	63 €	65 €					156 €	160 €				
Eveil Musique Et Danse	85 €	85 €					264 €	270 €				
Formation Musicale	61 €	65 €	62 €	65 €	63 €	65 €	135 €	140 €	135 €	140 €	135 €	140 €
Atelier	52 €	55 €	52 €	55 €	52 €	55 €	52 €	60 €	52 €	60 €	52 €	60 €
Danse	63 €	65 €	100 €	100 €	150 €	150 €	156 €	160 €	180 €	185 €	210 €	220 €
Enfant Instrument + Formation Musicale + Atelier												
1er enfant du foyer	129 €	130 €					375 €	380 €				
2ème enfant du foyer	84 €	85 €					375 €	380 €				
3ème enfant du foyer Et suivants (par enfant)	42 €	45 €					210 €	220 €				
Jeune Instrument + Formation Musicale + Atelier												
1er jeune du foyer			190 €	190 €					475 €	490 €		
2ème jeune du foyer			100 €	100 €					450 €	460 €		
3ème jeune du foyer Et suivants (par jeune)			60 €	60 €					280 €	300 €		
Adulte Instrument + Formation Musicale + Atelier												
1er adulte du foyer					248 €	250 €					575 €	600 €
2ème adulte du foyer					117,50 €	120 €					536 €	550 €
3ème adulte du foyer Et suivants (par adulte)					80 €	80 €					376,50 €	400 €
Locations d'instruments	78 €	80 €	78 €	80 €	78 €	80 €	78 €	100 €	78 €	100 €	78 €	100 €

## **7/ Aqualône : mise à disposition de personnel.**

- La piscine Charly KIRAKOSSIAN est en arrêt depuis le 1er avril 2012 et ce jusqu'au 31 décembre 2012 pour rénovation. Durant cette période, il est proposé au Conseil communautaire de mettre à disposition du centre aquatique 2 éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives.

Le travail des 2 agents sera organisé par la SARL NEMESIS dans les conditions suivantes : 35 heures en modulation annuelle, pouvant aller jusqu'à 44 heures maximum par semaine. Le temps de travail est organisé du lundi au dimanche sur une amplitude horaire comprise entre 8h et 21h. Les missions des agents seront :

- l'encadrement des activités scolaires,
- la surveillance du public,
- l'encadrement de l'école de natation enfant et adulte,
- l'encadrement de l'aquagym

- La situation administrative des agents, le versement de la rémunération sont gérés par la CCPR. La SARL NEMESIS remboursera à la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais le montant de la rémunération et des charges sociales afférent aux postes. La mise à disposition prendra fin le 31 décembre 2012.

Le Conseil Communautaire unanime approuve les conditions de cette mise à disposition.

## **8/ Voirie : marché de signalisation verticale.**

La CCPR a contracté un marché pluriannuel à bons de commande pour la signalisation verticale de la voirie selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert. Le marché antérieur s'est terminé le 21 avril 2012. Il convient de relancer le même marché sur une période de 4 ans. Le montant maximum est de 240 000 € HT/an.

Le conseil communautaire unanime autorise cette consultation et autorise le Président à signer toutes les pièces du marché.

## **9/ Aires d'accueil des gens du voyage : marché de gestion.**

Les 3 aires d'accueil des gens du voyage sont gérées par un prestataire dans le cadre d'un marché public. Le marché se termine le 14 juillet 2012. Il est proposé de relancer une consultation pour une durée de 4 ans selon la procédure de l'appel d'offres ouvert. Les montant annuels sont estimés à (base prix 2007) :

- Aire d'accueil de Saint Maurice l'Exil : 52 000 € HT/an
- Aire d'accueil de Chanas : 52 000 € HT/an
- Aire d'accueil de Sablons : 59 000 € HT/an

Soit une estimation sur la période des 4 ans de 652 000 € HT, 779 792 € TTC.

Le conseil communautaire unanime autorise cette consultation et autorise le Président à signer toutes les pièces du marché.

## **10/ Syndicat intercommunal école de musique et danse de l'agglomération roussillonnaise - compte de gestion du receveur de l'exercice 2011.**

Le conseil communautaire unanime approuve le compte de gestion 2011 du receveur dont les chiffres étaient conformes à ceux du compte administratif 2011. Il n'y a pas eu d'écriture au titre de l'exercice 2011. Les résultats de clôture de l'exercice 2010 ont été reportés au budget général de l'exercice 2011.

## **11/ Marchés communautaires : compte-rendu de décisions prises par délégation**

Par délibération du 25 novembre 2009 modifiée par délibération du 17 novembre 2010, le Conseil Communautaire a donné diverses délégations au Président, conformément aux articles L 2122-23 et L 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Francis Charvet rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

- Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant le renouvellement de la délégation de service public pour le centre Aqualône – Groupement TAJ/IPEK Consultant pour un montant de 29 630,90€ TTC.
- Avenant n°1 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation d'un marché public de gestion des transports urbains – TRANSORCO – Réalisation de prestations supplémentaires pour un montant de 3 825€ TTC, soit un impact financier de 18% par rapport au montant initial du marché.
- Marché de nettoyage des locaux du gymnase F.MISTRAL à St Maurice l'Exil – FLASH'NET, pour un montant de 13 634,40€ TTC.
- Marché pour l'acquisition d'une benne et d'un basculeur de conteneurs pour la collecte des ordures ménagères – FAUN, pour un montant de 72 788,56€ TTC.
- Avenant n°1, marché de Maîtrise d'œuvre de travaux de voirie sur le territoire de la CCPR – Lot n°8 : Montée de Planissieux – Aménagement de village, commune de Chanas – INGEROP, coût définitif de la rémunération du maître d'œuvre, diminution de 56,48% du montant initial.
- Marché de réhabilitation du conservatoire de St Clair – Lot 2 : Menuiseries intérieures serrurerie – CIRA, pour un montant 65 698,43€ TTC avec option.
- Marché à bons de commande pour l'assistance technique aux zones d'activités économiques d'intérêts communautaire – 3D INGENIERIE, pour un montant annuel maximum de 30 000€ HT.
- Marché à bons de commande pour la fourniture de colonnes aériennes pour la collecte du verre – TEMACO, pour un montant annuel maximum de 45 000 € HT.
- Avenant n°1 de résiliation : Lot 31 : Commune de St Romain de Surieu – RD 134, traversée du bourg 2ème tranche – à l'issue de la phase PRO.
- Avenant n°1 à la réalisation d'un giratoire « Zone d'activités Plein Sud – Commune de Salaise sur Sanne – Lot n°1 : Terrassement VRD : Groupement EIFFAGE TP/GUINTOLI/MOLINA – Terrassement supplémentaire de la plateforme « zones des Justices » : 63 293€ HT, soit un impact financier de 4,23% par rapport au montant initial du marché.
- Marché à bons de commande pour la mission de nettoyage des vitres des locaux rattachés à la CCPR – NERA PROPRETE, pour un montant annuel maximum de 30 000 € HT.
- Avenant n°1 à la réhabilitation du conservatoire de St Clair du Rhône – Lot n°6 : Plomberie sanitaires chauffage – Démontage des climatiseurs au gaz : 2 452 € HT, soit un impact financier de 10,28% par rapport au montant initial du marché.
- Avenant n°1, Création graphique pour les documents de communication : LIGNE OVALE, ajout d'un prix supplémentaire. Sans incidence financière.
- Marché de réhabilitation de la piscine Charly Kirakossian à Roussillon – Lot 1 : Equipement et bassins hydrauliques – Groupement SER CONSTRUCTION, pour un montant de 1 285 703,04€ TTC / Lot 2 : Electricité - GRENOT, pour un montant de 65 804,22 € TTC / Lot 3 : Agencement intérieurs et mobiliers – NAVIC, pour un montant de 76 009,39 € TTC.
- Marché à bons de commande pour la mission de conseil, d'assistance et de formation en matière juridique – Cabinet P.PETIT, pour un montant maximum annuel de 40 000€ HT par période de 12 mois, reconductible trois fois.
- Avenant n°1 : Changement de dénomination. Création de la société TER.3 suite à la réunion en une seule entité juridique des entreprises du groupement Elisabeth Hauwuy/cabinet ITEC. Sans incidence financière.
- Convention d'une durée de 12 ans pour l'installation d'un relais de radio téléphonie sur un terrain appartenant à la CCPR (parcelle cadastrée n°826, section AC, lieu-dit « Les Grandes Craies », rue de Narvick à Saint-Maurice l'Exil) – Installation d'armoires techniques dans un espace clôturé, pour un montant annuel de 3 000€ TTC.
- Avenant n°2 : Fourniture de mobiliers urbains pour l'aménagement de 57 arrêts de cars : SIGNAUX GIROD – Réalisation de travaux supplémentaires relatif à l'implantation de

doubles arrêts (un par sens), sur des lignes de transport à la demande, ainsi que la création de prix nouveaux relatif à la pose de poteaux d'arrêts, de fournitures et pose de poubelles, et d'assemblage d'abris, pour un montant de 270 887,52€ HT, soit 16,17% d'augmentation.

- Avenant n°1 au contrat d'affermage de délégation de service public du centre aquatique et de loisirs Aqualône, pour la prolongation de la durée de DSP avec l'établissement EQUALIA jusqu'au 31/12/2012, initialement prévu jusqu'au 13/10/2012, dans le but de redémarrer une nouvelle délégation sur une année pleine, pour un montant de 71 156 € HT, soit une incidence de 22.19 %.

- Marché à bon de commande pour le marché de fourniture de bureaux - lot 2 : fournitures de papier – FAUCHERY, d'un montant maximum de 15 000€HT pour une durée fixée à un an, éventuellement renouvelable trois fois.

- Avenant n°3 pour l'exploitation de la déchetterie de St Clair du Rhône (Lot 3) : SITA MOS– Mise en place d'une filière de collecte de pneus de véhicules légers sans jantes, pour un montant de 5 042€ HT, soit un impact financier de 320% par rapport au montant initial du marché.

- Avenant n°4 pour l'exploitation de la déchetterie de St Clair du Rhône (Lot 3) : SITA MOS– Mise en place d'une filière de collecte de l'amiante lié, pour un montant de 20 731,75€ HT, soit un impact financier de 16,38% par rapport au montant initial du marché.

- Avenant n°1 pour la réhabilitation de 4 avaleurs de ligne de nage : SER CONSTRUCTION– Réalisation de 4 avaleurs de ligne de nage, pour un montant de 9 800€ HT, soit un impact financier de 0,91% par rapport au montant initial du marché.

- Avenant n°2 pour la réhabilitation des locaux du conservatoire à St Clair du Rhône : Lot n°6 Plomberie sanitaires chauffage : LOPEZ PLOMBERIE ELECTRICITE – Remplacement des réseaux de chauffage suite au constat de l'usure de la tuyauterie, au rez de chaussée, ainsi que dans la salle des archives du conservatoire, pour un montant de 2 400 € HT, soit un impact financier de 20,34% par rapport au montant initial du marché.

- Marché d'aménagement du Rez de chaussée pour les locaux de la CCPR – Lot 1 : Maçonnerie Sciage – NBTP, pour un montant de 5 520,74€ TTC / Lot 2 : Menuiseries intérieures - RIVORY, pour un montant de 8 754,43 € TTC / Lot 3 : Plâtrerie peinture – MARRON FRERES, pour un montant de 9 539,48 € TTC / Lot 4 : Sols souples – NBTP, pour un montant de 4 980,28 € TTC / Lot 6 : Electricité – ABAD, pour un montant de 10 539,15 € TTC.

- Avenant n°3 pour les travaux d'assainissement et d'AEP – Zone Plein Sud – Commune de Salaise sur Sanne : FAURIE – Réalisation des travaux supplémentaires pour le bon fonctionnement de l'ouvrage avant la remise au SIGEARPE, pour un montant de 61 723 € HT, soit un impact financier de 27,64% par rapport au montant initial du marché.

- Avenant n°1 pour la réalisation d'un giratoire « Zone d'activités Plein Sud » Commune de Salaise sur Sanne – Lot n°3 : Eclairage public – Extension du réseau d'éclairage public avec la mise en place de 3 candélabres supplémentaires, pour un montant de 9 895,76 € HT, soit un impact financier de 6,63% par rapport au montant initial du marché.

- Marché de mission d'accueil touristique et signalétique en pays roussillonnais – ASCODE, d'un montant de 27 364,48 € TTC.

- Marché à bon de commande pour un marché de travaux d'assainissement de plateforme concernant une partie des voies communales du territoire de la communauté de communes du Pays Roussillonnais – GMTP, pour un montant annuel maximum de 287 040 € TTC.

- Marché à bon de commande pour un marché d'entretien de la voirie sur le territoire de la communauté de communes du Pays Roussillonnais – EIFFAGE, pour un montant maximum annuel maximum de 956 800 € TTC.

- Marché de travaux pour le programme d'investissements Voirie 2012 – EIFFAGE TP/BUFFIN, d'un montant de 4 109 257,18 € TTC.

- Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des aménagements de 2 parkings, d'un cheminement piéton et des abords de la gare de St Clair du Rhône et des Roches de



Condrieu–GROUPEMENT EAD/3D INGENIERIE, au taux de 2,40%, soit un montant provisoire de rémunération de 24 000€ HT.

- Avenant n°2 pour la réalisation d'un giratoire « Zone d'activités Plein Sud » Commune de Salaise sur Sanne – Lot n°1 : Terrassement VRD – Mise en place de signalisation « Grande Gamme » en remplacement de la signalisation de chantier, ainsi que la mise en place de signalisation lumineuse, pour un montant de 1 566 604,56 € HT, soit un impact financier de 4,65% par rapport au montant initial du marché.

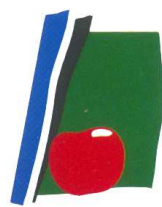
### **12/ Questions diverses : espace multiculturel.**

Vincent Couturier souhaite qu'un débat soit engagé sur le site du futur espace multiculturel. Il pense qu'il ne faut pas l'enfermer en cœur d'agglomération mais il faut au contraire le placer soit au nord soit au sud afin qu'il soit plus ouvert sur les territoires voisins. Gilles Ronzel souhaite qu'un débat ait lieu en conseil communautaire avant le vote final.

Francis Charvet rappelle l'historique de ce dossier avec une pré étude portant sur l'ensemble des sites envisageables. Cette discussion sera poursuivie au sein du conseil communautaire.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet, clôt la séance du Conseil Communautaire.

**Le Président,  
F. CHARVET**



Pays Roussillonnais

*Le Pays Roussillonnais, Berceau du Nouvel An*

## CONVENTION

Entre :

La Communauté de Communes du Pays Roussillonnais, représentée par son Président, Francis Charvet,

D'une part,

Et,

La Maison du Pays Roussillonnais, Office de tourisme, représentée par son Président, Paul Fayolle,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

### Préambule

La Maison de Pays du Pays Roussillonnais est une association loi 1901, dont les statuts ont été déclarés en sous-préfecture le 24 décembre 1996 (publication au JO du 8 janvier 1997).

La Maison de Pays comprend dans son Conseil d'Administration 9 délégués de la Communauté de communes du Pays Roussillonnais et 18 représentants des activités en relation avec le tourisme, professions ou organismes associatifs intéressés par celui-ci (voir statuts).

Par ailleurs - et conformément à l'article L133-3 du Code du Tourisme - la Maison du Pays Roussillonnais (classée Office de Tourisme une étoile par le Préfet de l'Isère en date du 8 juillet 1997 ; labellisée Qualité France) a reçu par délégation de services publics les missions d'accueil et d'information des touristes ainsi que de promotion touristique sur les 22 communes du Pays Roussillonnais.

Dans ce cadre, la Maison de Pays contribue à assurer la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local, sur le Pays Roussillonnais.

### Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties dans leur contribution commune au développement touristique du Pays Roussillonnais, pour l'année 2012.

Conformément aux conclusions de la mission d'accompagnement à l'évolution de la maison de pays, la

CCPR a pour objectif de créer une régie personnalisée à autonomie financière gérant un service public administratif, qui sera amenée à intégrer les missions de l'office de tourisme et de mise en tourisme du patrimoine. Cette évolution devrait être effective au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. La présente convention permettra d'organiser la phase préparatoire à ce changement d'organisation.

Dans cette perspective, les deux partenaires s'engagent à organiser conjointement le transfert des missions et des actifs de la maison de pays vers la CCPR, ainsi que le solde des projets et activités jusqu'à dévolus à la maison de pays.

## **Article 2 – Engagements de la collectivité**

La Communauté de communes s'engage à contribuer financièrement au fonctionnement de la Maison de Pays et aux projets mis en place et acceptés par les deux parties, comme précisé à l'article 4. Par ailleurs, la CCPR pourra mobiliser ses services et moyens techniques pour contribuer à la réalisation des missions et projets conduits par l'association.

La Communauté de communes du Pays Roussillonnais pilote la mise en œuvre de la politique touristique communautaire. La collectivité associera la maison de pays dans la mise en œuvre de certains des projets dont elle assure le pilotage et la maîtrise d'ouvrage, en particulier :

- Le dispositif de signalisation d'information locale ;
- La conception du projet d'évènementiel touristique ;
- La conception d'une cartographie de référence sur le Pays Roussillonnais ;
- L'édition de la carte de randonnée ;
- La conception des relais information services du Pays Roussillonnais ;
- La démarche identité et attractivités touristiques avec l'appui de Mairie Conseils ;
- La mise en réflexion d'itinéraires cyclables.

Par ailleurs, la CCPR pilote la mise en place progressive de la régie et les différentes étapes qui en résultent.

D'autres réflexions et démarches de projet seront également lancées au dernier trimestre, en vue du programme d'actions 2013, dans le cadre de la future régie.

## **Article 3 – Engagements de l'association**

L'association poursuit ses missions sur le territoire du Pays Roussillonnais : accueil, information, promotion touristique, patrimoine.

Le plan d'actions 2012 de l'association, aidé financièrement (et techniquement s'il y a lieu) par la CCPR, sera le suivant :

- L'implantation des bornes interactives (phase conception : actions 2011) ;
- L'intégration dans le site internet d'un module sur les disponibilités hôtelières ;
- Les éditions : livret découverte 2012 et rendez-vous du patrimoine ;
- La poursuite du développement sur les réseaux sociaux ;
- Un Eductour spécial groupes avec Isère Tourisme ;
- La réédition du guide de découverte (sentiers thématiques).

Par ailleurs, l'association préparera dans le dernier trimestre, en lien avec la CCPR, les démarches

relatives au nouveau classement de l'office de tourisme, qui arrive à échéance en janvier 2013.

Elle contribue également, dans la mesure de ses moyens, à la mise en œuvre par la communauté de communes de certaines des actions inscrites dans le plan de développement touristique communautaire, dans le cadre du programme d'actions 2012.

L'association a été au titre de ses missions d'office de tourisme labellisée Qualité France début 2012. Cette démarche garantit la qualité des services et pourra ultérieurement être proposée aux professionnels du Pays Roussillonnais pour leur propre établissement.

Elle participe aux côtés de la CCPR à la mise en place progressive de la régie et les différentes étapes qui en résultent.

#### **Article 4 – Mise en place de la régie et engagements conjoints**

La Communauté de communes s'engage à piloter la création d'une régie à personnalité morale et à autonomie financière sous forme de service public administratif. Dans ce cadre, elle organise les interventions nécessaires au transfert des missions, biens et personnels de la maison de pays, et au démarrage de la nouvelle organisation, en particulier en :

- Effectuant une modification de compétences dans ses statuts, et en définissant les orientations prioritaires en matière de mise en tourisme du patrimoine ;
- Définissant le règlement intérieur de la régie et en mettant en place la première lettre de mission ;
- Etudiant les conditions de reprise du personnel en place à la date de signature de la convention dans les services de la communauté de communes ;
- Reprenant à son compte les charges, avoirs et biens de l'association ;
- Informant et sensibilisant les partenaires locaux, professionnels et associatifs, sur la nouvelle organisation, les conditions de sa mise en place et ses enjeux ;
- Mettant en place la gouvernance nécessaire (conseil d'administration de la régie et conseil local du tourisme).

La CCPR associe les représentants politiques et techniques de la Maison de Pays dans la phase transitoire afin de préciser la future organisation et les conditions de sa mise en place. La Maison de Pays prendra part activement à la mise en place de la nouvelle organisation issue des conclusions de la mission d'accompagnement à l'évolution de la maison de pays.

Dans le cadre de l'organisation future, l'association s'engage à mettre en place un audit comptable pour l'évaluation des actifs et leur transfert à la collectivité, afin de définir les conditions de reprise des actifs par la CCPR. Cette mission sera réalisée en septembre-octobre.

L'association sera active aux côtés de la CCPR dans l'information et la sensibilisation des partenaires professionnels et associatifs qui seront mobilisés dans le cadre de la future régie.

Les deux partenaires s'engagent à travailler conjointement pour organiser la mise en place du nouveau service de la régie au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

A compter de mai 2012, la CCPR et l'association s'engagent à organiser des réunions de travail régulières, qui permettront de suivre conjointement et au plus près la démarche de mise en place de la régie. Ces réunions permettront d'initier une véritable collaboration et de travailler de concert sur les projets en cours. Elles permettront par ailleurs d'aborder les différents points relatifs à la future organisation, aux

différents transferts de la Maison de Pays à la CCPR et de rendre le futur service opérationnel pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013 au plus tard.

## **Article 5 – Moyens apportés**

La communauté de communes du Pays Roussillonnais apporte à l'association :

- le droit d'utiliser les équipements mis à disposition par la communauté de communes du Pays Roussillonnais,
- la propriété des topo-guides de randonnée et de la documentation touristique réalisés pour son lancement
- les crédits de fonctionnement attribués forfaitairement par la communauté de communes du Pays Roussillonnais à la Maison de Pays pour contribuer à ses missions récurrentes. Leur montant est fixé annuellement par le Conseil Communautaire.

Au-delà de la dotation de fonctionnement, la Maison de Pays bénéficiera d'une dotation liée à des projets particuliers.

Pour ce faire, la Maison de Pays effectuera sa demande par écrit. Les décisions d'attribution financière seront notifiées par écrit après leur vote en conseil communautaire.

Au-delà des moyens financiers, la CCPR peut apporter son soutien politique et technique à tout projet proposé et susceptible d'aider à la réalisation des missions.

## **Article 6 – Contrôle des objectifs**

La Maison du Pays Roussillonnais fournira sur simple requête de la communauté de communes du Pays Roussillonnais un compte-rendu de l'emploi des crédits accordés, tant ceux forfaitairement destinés à son fonctionnement, que ceux liés aux projets et missions évoqués ci-dessus, assorti de toutes les justifications nécessaires ci-après :

- déclarations Urssaf, bilan financier, compte de résultat, rapport d'activité sur la base des objectifs fixés par la présente convention,
- contrats de son personnel,
- et tous autres documents qui s'avéreraient nécessaires.

## **Article 7 – Durée**

La présente convention est valable pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012. Celle-ci peut être dénoncée à tout moment avec un préavis de trois mois.

**Lu et accepté, le**

**Pour la Maison  
du Pays Roussillonnais,**

**Le Président,  
Paul FAYOLLE**

**Lu et accepté, le**

**Pour la Communauté de communes  
du Pays Roussillonnais**

**Le Président,  
Francis CHARVET**